NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GENERALE

A/35/117
S/13823
26 février 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-cinquième session
Point 22 de la liste préliminaire[x]
LA SITUATION AU KAMPUCHEA

CONSEIL DE SECURITE
Trente-cinquième année

Lettre datée du 25 février 1980, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, pour information, le texte d'une déclaration du porte-parole du Ministère des affaires étrangères du Kampuchea démocratique en date du 20 février 1980.

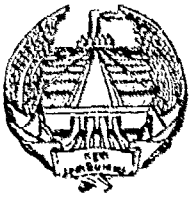
Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 22 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent du
Kampuchea démocratique,

(Signé) THIOUNN Prasith

x A/35/50.

ANNEXE



DECLARATION DU PORTE-PAROLE
DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
du KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

Le 20 Février 1980

Le Porte-Parole du Ministère des Affaires Etrangères du Kampuchea Démocratique tient à faire la déclaration suivante pour exprimer la vive inquiétude du Gouvernement du Kampuchea Démocratique à propos du sort des réfugiés kampuchéens que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés projette de remettre entre les mains des agresseurs et occupants vietnamiens.

Comme l'opinion mondiale le sait, l'administration de Hanoi est à l'origine du problème des réfugiés, qu'ils soient Vietnamiens, Kampuchéens ou Lao. Ces derniers ont été contraints de quitter leurs foyers par centaines de milliers, voire par millions, pour échapper à l'administration de Hanoi qui les exploite, les pille, les persécute et menace leur vie.

Ce n'est pas de plein gré que des centaines de milliers de Kampuchéens ont quitté leur pays. Ils ont simplement voulu, pour survivre, échapper à la guerre d'extermination raciale menée par l'administration de Hanoi. Les deux millions de Kampuchéens qui sont déjà morts n'ont pas péri à cause d'une guerre classique, mais ils ont été massacrés par un ennemi qui utilise contre eux des armes de guerre, la famine et les produits chimiques toxiques suivant une politique délibérée. En ce moment, cet ennemi continue à tuer des milliers de Kampuchéens par jour.

D'aucuns pensent que la clique Lê-Duan et ses chiens courants de Phnom Penh acceptent que les réfugiés retournent dans les zones sous leur contrôle. Mais en fait, en menant cette manoeuvre sournoise, Hanoi veut

- Primo, dissimuler ses mains criminelles et légaliser son agression,
- Secundo, s'approprier les aides humanitaires destinées aux réfugiés,
- Tertio, quand les réfugiés kampuchéens seront entre ses mains, il les persécutera et les massacrera dans le cadre de sa politique de génocide.

/...

Tout comme le Gouvernement du Kampuchea Démocratique et le peuple kampuchéen, la majorité des peuples et pays dans le monde se rendent parfaitement compte que le problème des réfugiés kampuchéens restera entier aussi longtemps que durera l'occupation du Kampuchea par les troupes vietnamiennes. Remettre les réfugiés kampuchéens entre les mains des agresseurs vietnamiens et de leur fantoche à Phnom Penh c'est les envoyer dans un immense four crématoire.

C'est pourquoi, guidé par la conscience nationale et en tant que seul Gouvernement légal du peuple Kampuchéen, responsable de la destinée de sa nation et de son peuple, le Gouvernement du Kampuchea Démocratique demande que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, l'ONU, tous les gouvernements et pays épris de paix et de justice dans le monde, prennent des mesures concrètes pour empêcher que les centaines de milliers de réfugiés kampuchéens ne tombent entre les mains des bourreaux vietnamiens.

C'est contraints que les Kampuchéens ont quitté leur terre bien-aimée. Ils retourneront dans leur pays lorsque l'ennemi se retirera, ou dans des endroits où leur sécurité est assurée, comme certains l'ont déjà fait, notamment dans la région contrôlée par le Gouvernement du Kampuchea Démocratique. Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique est pleinement conscient de la lourde charge du peuple et du Gouvernement Royal Thais sur le plan de la sécurité comme sur les plans économique, social et autres, et il a pour principe d'accueillir au fur et à mesure tous les réfugiés kampuchéens. Il espère que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, l'ONU et tous les gouvernements épris de paix et de justice prendront son point de vue en considération.